

7^e FORO de BIARRITZ

5 et 6 octobre 2006
Biarritz
Espace Bellevue

Sommaire

I. Cérémonie d'ouverture.	2
II. Session plénière d'ouverture : « La situation des relations entre l'Europe et l'Amérique latine ».	8
III. Le rôle des maires en Europe et en Amérique latine.	12
IV. Troisième session plénière : « Mouvements sociaux, identités, gouvernance ».	14
Conférence magistrale de Enrique Iglesias, Secrétaire Général du Secrétariat Général Ibéro-américain (SEGIB) (Espagne).	18
V. Quatrième session plénière : « Les médias face au débat de l'identité ».	20
VI. Cinquième session plénière : « Industries et politiques culturelles ».	24
VII. Sixième session plénière : « La voix des villes et des régions ».	28
VIII. Cérémonie de clôture.	33

7^e FORO de BIARRITZ

**Identités, Intégrations
5 et 6 octobre 2006**

Synthèse ¹

Jeudi 5 octobre

I. Cérémonie d'ouverture.

Mot de bienvenue par Didier Borotra, Sénateur-Maire de Biarritz et Président du CMEAL.

Didier Borotra souhaite la bienvenue à l'ensemble des intervenants, et remercie les partenaires de Biarritz dans l'organisation du FORO, notamment Ernesto Samper, ancien président de la Colombie et président de Corporación Escenarios, et Juan José Ibarretxe, président de la Communauté autonome du Pays Basque. Il souligne la présence de Madame la Commissaire européenne pour les affaires étrangères de la politique européenne Benita Ferrero Waldner, gage de l'intérêt que l'Union européenne porte aux pays d'Amérique latine. 600 personnes sont attendues et environ 20 pays représentés. Objectif : parler toujours plus du développement des relations entre l'Europe et l'Amérique latine. C'est l'occasion de se connaître mieux, pour les deux régions mais aussi pour les pays d'Amérique latine entre eux. Pour éviter l'éloignement politique, il faut définir un nouveau cadre de relations. Le thème défini pour le FORO 2006 concerne les identités, la culture et les migrations. On ne peut en effet envisager un modèle social nouveau sans affirmation de l'identité ; pas seulement nationale, mais aussi celle des minorités. Il faut également faire face aux tensions suscitées à l'échelle nationale et internationale par le fait migratoire, dans le respect des valeurs humanistes que nous partageons. Il faut tisser les liens qui permettront à un réseau de personnalités de faire avancer ces questions sur le terrain, de part et d'autre de l'Atlantique. Cet échange est essentiel, car l'Europe et l'Amérique latine ont un destin commun.

Intervention de Benita Ferrero Waldner, Commissaire européenne pour les affaires étrangères et de la politique européenne (Autriche).

Selon Benita Ferrero Waldner, le récent sommet de Vienne a prouvé le caractère essentiel des relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine. Nous pouvons affronter conjointement une série de défis clés : la structuration de sociétés égalitaires, le processus d'intégration régionale qui permet prospérité et stabilité, les questions du trafic de drogue, du terrorisme, ou encore des migrations et de l'environnement.

¹ Résumé des interventions et synthèse des sessions. Ce texte n'est pas une retranscription littérale.

L'identité et l'intégration sont deux points cruciaux du développement de l'Amérique latine. Après la transition politique des années 1980 et la transition économique des années 1990, une troisième évolution est nécessaire : l'émergence de sociétés plus inclusives et plus égalitaires. Avec 200 millions de pauvres, l'Amérique latine est une des régions les plus inégalitaires du monde. Ce manque de cohésion sociale a des conséquences politiques et économiques. Il nuit à l'accès de tous à la santé et à l'éducation, éléments primordiaux pour tendre vers un développement équitable. L'inégalité favorise aussi l'apparition de la violence. Les latino-américains abandonnent leurs pays en espérant trouver de meilleures opportunités et une meilleure qualité de vie ailleurs. Ces déséquilibres engendrent l'émergence de leaders néo-populistes. La recherche de sociétés plus égalitaires est légitime, mais elle ne doit pas justifier une remise en cause de l'Etat démocratique et de l'Etat de droit.

Le sous-continent a déjà largement consolidé son processus démocratique : l'organisation d'élections fondées sur la transparence du décompte et le respect du résultat a éloigné le fléau des dictatures. Mais des élections libres ne suffisent pas. La démocratie, c'est aussi le respect des droits de l'homme, le refus de toute discrimination, la vigueur de l'Etat de droit, la liberté d'expression, le pluralisme politique, la séparation des pouvoirs et la probité de l'action publique. La question est de savoir comment les partis politiques vont intégrer ces idées qui fleurissent dans la société. La consolidation de la démocratie est un processus lent et complexe : les récents événements électoraux au Mexique ont prouvé qu'aucune démocratie n'est à l'abri ; en particulier les démocraties où la question des identités tient une part importante. Le risque est de voir le débat sur l'identité se poser en termes de conflit, de pouvoir exercé de manière sectaire. Une transition pacifique vers la reconnaissance des identités repose sur un équilibre entre l'accès au pouvoir de ceux qui ne l'ont jamais exercé avant et le respect de la stabilité des institutions. Une affirmation excessive et idéologisée peut à l'inverse avoir des retombées néfastes, notamment sur les investissements étrangers.

L'intégration régionale est la meilleure parade contre de tels excès, l'Union européenne en est la preuve. En Amérique latine, la Communauté andine, la Communauté centre-américaine, le Mercosur et le groupe sud-américain des nations contribuent tous à promouvoir le dialogue et la coopération. Dans ce contexte, le soutien à l'intégration régionale est la priorité de la politique de l'Union européenne en Amérique latine.

Intervention de Enrique García, Président de la Corporación Andina de Fomento (Venezuela).

Les relations entre l'Europe et l'Amérique latine ne sont pas à leur apogée, car chaque région traverse des problèmes spécifiques.

L'Amérique latine se porte bien d'un point de vue macroéconomique (croissance satisfaisante, inflation basse), mais traverse des difficultés sur les plans microéconomique et social. D'autant plus que sa bonne santé macroéconomique repose essentiellement sur la conjoncture extérieure. Mais en l'absence de réformes intérieures concernant la transparence des marchés financiers, la technologie, les institutions et les infrastructures, les choses vont se dégrader. D'un point de vue commercial, la région perd de son importance relative par rapport aux pays asiatiques. Par ailleurs, elle prend du retard en matière d'emploi, de reconnaissance des différences culturelles et de protection de l'environnement. Le défi est de parvenir à résoudre ces problèmes dans une démocratie encore fragile. La Communauté andine s'est fixé un agenda à long terme, visant à concilier l'efficacité et la justice sociale. Cela nécessite une économie solide. Mais elle traverse en ce moment une période de crise liée notamment au départ du Venezuela, qui a rejoint le Mercosur.

Les enjeux des relations avec l'Europe sont de trois natures : la relance des relations commerciales, l'augmentation des investissements et le dialogue sur les problèmes migratoires. Il faut privilégier le multilatéralisme et se méfier du protectionnisme.

Intervention de Ernesto Samper, ancien Président de Colombie, Président de Corporación Escenarios (Colombie).

Le panorama de l'Amérique latine est un panorama de lumières et d'ombres. Les points positifs, ce sont le développement du processus démocratique (114 élections ont eu lieu ces dernières années) et la stabilité macroéconomique. En négatif, on constate une crise de la gouvernance, qui repose sur trois facteurs : la croissance importante de pathologies globales (narcotrafic, trafic d'armement), le développement du consensus de Washington qui tient plus de Washington que d'un consensus et ne permet pas de stabiliser la croissance, et la difficulté à gérer les ruptures sociales.

Les solutions sont multiples : une politique de sécurité régionale, un paradigme de développement qui repose sur l'équité plutôt que sur la compétitivité, et des réformes permettant d'assurer une meilleure gouvernance. Ces dernières doivent aller dans deux directions : le contrôle des excès du présidentielisme et la capacité à institutionnaliser les mouvements sociaux pour les transformer en mouvements réguliers capables d'agir au sein de la démocratie.

Il faut reconnaître que les problèmes de l'Amérique latine ne constituent pas aujourd'hui une priorité pour l'Union européenne. Il est pourtant important que les deux régions collaborent à l'élaboration d'un agenda politique commun afin de faire front face à l'hégémonie américaine et d'être capables de peser dans des problématiques comme la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et les questions environnementales. Le sommet de Vienne a posé des bases. Il faut que nous cessions d'être invisibles, non seulement pour l'Union européenne, mais aussi pour nous-mêmes. Nous devons nous regarder dans le miroir et savoir d'où nous venons et où nous allons.

Dans cette démarche, la question des migrations est un thème décisif. En Europe, on assiste au développement de campagnes politiques qui dévalorisent le rôle des immigrés pour susciter un faux nationalisme. Plusieurs mesures sont indispensables : la régularisation des clandestins, la formalisation des conditions de travail des immigrés, qui doivent être égales à celles des résidents nationaux, le regroupement familial, la formulation d'une alternative sociale aux centres de rétention et l'assimilation culturelle.

L'Amérique latine est en pleine effervescence sociale : même si cela pose des problèmes de gouvernance, c'est le signe d'une société vivante, capable de remettre la politique sur le devant de la scène. Il faut se réjouir qu'il y ait à nouveau de la politique en Amérique latine. L'enjeu est de trouver comment canaliser cette énergie pour la traduire en termes institutionnels.

Intervention de Juan José Ibarretxe, Président de la Communauté Autonome du Pays Basque.

Au-delà des déclarations d'amour romantiques entre nos deux régions, ce forum doit être l'occasion d'initier des projets concrets. Nous avons plus que jamais besoin les uns des autres, mais nous ne le démontrons pas vraiment dans la pratique. L'Europe a besoin d'être plus humble, d'apprendre et de donner davantage. Elle doit développer une politique extérieure plus forte, fondée sur sa personnalité propre.

Ensemble, nous devons faire face à la mondialisation, cet « *ouragan de destruction créatrice* » (Schumpeter) qui multiplie les richesses en même temps qu'il multiplie les inégalités entre pays riches et pays pauvres. La mondialisation en laquelle nous croyons, ce n'est pas la guerre préventive, la dépendance économique et l'uniformisation culturelle ; c'est la défense des droits humains et le dialogue dans la résolution des conflits. Il faut être optimiste et chercher la porte de sortie, car elle existe.

Nous devons être des alliés dans la défense de l'intégration et de l'identité, qui ne s'opposent pas mais se complètent, se dynamisent. *The local moves the world*. Ce modèle de société repose sur cinq piliers :

- la prévalence des droits des citoyens sur celui du pouvoir.
- l'intégration des mouvements sociaux.
- la foi en l'intégration régionale à travers une constitution commune.
- la proximité comme facteur de diversité.
- Le respect des identités : si on ne sait pas d'où on vient, on ne sait pas où on va.

Notre objectif doit être à la fois de nous développer en tant que pays et de coopérer dans tous les domaines : éducation, santé, environnement, information et réseaux. Les seuls rêves que l'on peut réaliser, c'est ceux qu'on a. Alors n'ayons pas peur de rêver.

Intervention de Mário Soares, ancien Président de la République du Portugal.

Le développement des relations économiques, politiques et culturelles entre l'Europe et l'Amérique latine est mutuellement avantageux et essentiel. Nous avons des racines communes, historiques et linguistiques, culturelles et géopolitiques, notamment par le biais de l'Espagne et du Portugal. Durant cinq siècles, les interactions économiques, politiques, sociales et culturelles se sont succédées, permettant peu à peu aux latino-américains de devenir maîtres de leur destin. L'Amérique latine a une identité morcelée par les différences historiques, ethnographiques, géographiques. Cette diversité ne doit pas mourir, comme ne doivent pas mourir les langues régionales qui sont autant de manières d'interpréter le monde. Chacun est différent, mais le sous-continent partage aussi un même rêve d'intégration sociale et de diversité, inspirée de son héritage européen.

L'Europe et l'Amérique latine ont en commun des valeurs, qui sont aujourd'hui bafouées : les prisons de Guantanamo et d'Abou Graïb constituent de véritables attentats contre le droit international et remettent en cause le fondement humaniste du monde occidental. On peut se demander si l'Occident existe toujours en tant qu'entité morale. En disqualifiant l'action multilatérale, la politique de l'administration Bush depuis le 11 septembre 2001 a perdu son autorité morale. Face à ce discrédit, l'Europe doit cesser de négliger ses relations avec l'Amérique latine, pour accompagner et aider son développement. C'est ensemble que nous devons chercher un nouveau modèle de développement durable, privilégiant les questions sociales et le règlement des problèmes éducatifs et sanitaires, tourné vers le progrès et vers la paix. Dans cette perspective, il est urgent que l'Union européenne soit capable d'avoir une géostratégie autonome par rapport aux États-Unis.

Intervention de Trinidad Jimenez, Secrétaire d'Etat pour les Etats Ibéroaméricains (Espagne).

L'Union européenne a perdu tout intérêt envers l'Amérique latine mais pour l'Espagne, l'Amérique latine a toujours été une priorité, fondée sur des liens intenses. Une partie de l'âme de l'Espagne et de son avenir réside en Amérique latine, nourrie d'une histoire, d'une culture et surtout d'une langue communes. Ces liens sont au-delà de toute conjoncture politique : c'est une puissance extraordinaire, que nous nous devons d'exploiter.

Le processus d'intégration régionale de l'Amérique latine est une opportunité d'en faire l'acteur mondial qu'il doit être. Il faut pour cela relever certains défis, notamment parvenir à combiner développement économique et équité sociale. La croissance tourne autour de 7% au Chili, au Panama, au Pérou, au Mexique... Mais l'écart entre riches et pauvres se creuse. Des ajustements sont à faire. Mais malgré les difficultés, la stabilité économique et politique offre un terrain sûr pour avancer. Il y a de quoi être optimiste. L'intégration régionale peut être un facteur de réussite en Amérique latine comme elle l'a été en Europe. En entrant dans l'Union européenne, l'Espagne a gagné en croissance économique et en cohésion sociale.

Nous devons travailler sur ce qui nous unit :

- l'intégration de nouveaux acteurs sociaux aux institutions, gage de gouvernance. Les identités existent depuis toujours. Ce qui est nouveau, c'est l'émergence d'une nouvelle classe sociale qui veut participer à la vie politique. Cette intégration est rendue difficile par les rigidités du système politique. Elle est indispensable, mais doit se faire dans le respect des règles du jeu démocratique.
- la prise en compte du phénomène migratoire comme un facteur d'enrichissement. Les immigrés espagnols en Amérique latine ont toujours été accueillis à bras ouverts. Dans un monde globalisé, tout le monde veut pouvoir bouger pour participer à d'autres processus. Il faut ordonner le phénomène, en évitant que les gens arrivent dans des conditions difficiles et soient exploités par des réseaux mafieux.
- le refus de l'unilatéralisme au profit d'une coopération globale dans les domaines académique, culturel, économique, politique.

Dans ce scénario l'Union européenne et l'Amérique latine peuvent devenir des acteurs importants, des modèles et des facteurs d'équilibre. La politique reste le meilleur facteur de coexistence, qui permet d'organiser les relations internationales grâce à des règles du jeu fondées sur des valeurs. Nous partageons ce projet extraordinaire : nous ne pouvons pas nous permettre de passer à côté de cette opportunité.

Intervention de François Bayrou, Président de l'Union pour la Démocratie Française (UDF), ancien Ministre, Député.

En quelques années, la réflexion menée au Foro de Biarritz s'est précisée et approfondie. Le monde est à la recherche d'un modèle de développement nouveau. Tout le monde voit bien que deux modèles sont entrés en confrontation : le modèle nord-américain dominant, ressenti comme matérialiste et impérieux ; et un autre modèle, qui a du mal à s'énoncer, mais sans lequel le monde n'aura plus jamais le même visage ni nos vies le même prix.

La confrontation se fait d'abord autour des valeurs. Le modèle dominant repose sur la valeur financière et la puissance qu'elle suppose. Notre modèle, au contraire, repose sur la valeur du développement humain fondé sur l'éducation, la culture, la solidarité et l'idée que nous ne sommes pas étrangers les uns aux autres. La situation du pauvre ne peut pas être étrangère aux sentiments des plus favorisés, comme la situation des migrants ne peut pas être étrangère à ceux qui sont enracinés depuis longtemps.

Deuxième conflit : la diversité contre l'uniformité. Le modèle du développement humain que nous défendons se fait militant de la diversité. La biodiversité linguistique et culturelle est un trésor pour l'humanité.

Troisième ligne de séparation : l'exercice du pouvoir. Nous pensons que la puissance ne peut se donner que des droits ; elle doit aussi et surtout se donner des devoirs. Le dialogue avec ses partenaires est indispensable, même quand ils sont plus faibles. Le multilatéralisme

est une ligne de conduite incontournable. Le modèle multilatéral est non seulement plus juste, mais aussi plus sûr, moins dangereux pour l'avenir.

Le modèle du développement humain qui est le notre repose sur une conception de la démocratie qui dépasse les principes pour tendre vers la réalité d'un peuple pleinement participatif à son destin commun, ce qui nécessite une démarche profondément pédagogique de la part des dirigeants.

Il nous faut maintenant mettre au point des outils politiques pour que ce modèle alternatif au modèle dominant se construise, s'unifie et se développe. Pour cela, nous avons besoin que l'Europe accepte d'exister. Pour être réaliste, il faut dire que l'idée européenne a reculé depuis le rejet du projet de constitution. Les Français et les Néerlandais ont rejeté ce texte (que François Bayrou a lui-même soutenu) par crainte que l'Europe qu'on leur promettait signe la fin de leurs identités et l'avènement d'une société dont ils ne voulaient pas. Nous devons répondre à cette double crainte et bâtir un modèle qui respecte les identités. C'est une immense responsabilité pour nous tous. François Bayrou dit croire au modèle fédéral, qui permet la protection des identités tout en faisant ensemble l'essentiel de ce que nous avons à faire. C'est la base de l'union politique de l'Europe, qui doit être capable de s'exprimer d'une seule voix. On a besoin d'une Europe politique capable de peser sur l'orientation de la planète. On a également besoin d'une Amérique latine forte, qui donne à cet Occident triangulaire son juste équilibre. Dans son processus d'intégration régionale, l'Amérique latine a une longueur d'avance sur l'Europe, grâce à son unité linguistique. Face aux menaces constituées par la Corée du Nord et l'Iran, nous avons des devoirs à remplir ensemble.

Intervention de Manuel Marín, Président de la Chambre des Députés (Espagne).

L'Amérique latine est dans une situation favorable : les choses se sont nettement améliorées depuis vingt ans. L'Europe est fondée sur une communauté de valeurs (démocratie, marché, cohésion sociale, droits de l'homme, sécurité, ordre), qui sont des références très intéressantes pour l'Amérique latine. Mais cette identité n'est jamais définitivement acquise, comme le montre le débat en vigueur sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Le problème n'est pas tant un problème d'identité qu'une question de partage du pouvoir. La question des migrations recoupe directement celle des inégalités générées par la mondialisation néolibérale : personne ne veut être pauvre, et cela explique beaucoup de choses. Dans ce domaine, force est de constater que le modèle d'intégration multiculturelle français a fait la preuve de son insuffisance. Gérer la diversité n'est pas chose facile. En Espagne, nous avons procédé à des régularisations massives : la réaction du public espagnol, si peu de temps après les attentats meurtriers de Madrid, a été admirable. Le citoyen a su distinguer la terreur et la relation humaine.

II. Session plénière d'ouverture : « La situation des relations entre l'Europe et l'Amérique latine ».

Intervention de Rodrigo Borja, ancien Président de l'Equateur.

La confrontation de plus en plus violente entre la constellation culturelle, politique et économique des pays occidentaux et les pays islamiques est un facteur d'inquiétude.

Rodrigo Borja exprime sa position sur cette question : « J'habite l'hémisphère occidental mais j'ai une vision globale du monde. Je ne crois pas aux vérités révélées mais à une interprétation scientifique et rationaliste du monde. Je suis étranger à tout fondamentalisme. Mon seul dogme est d'en n'avoir aucun. Je fais partie de la gauche démocratique et je pense que la liberté est une des plus grandes conquêtes de l'homme. »

Cette vision des choses ne l'empêche pas de reconnaître la pertinence de la thèse de Huntington sur le choc des civilisations, malgré l'inimitié qu'il ressent envers le racisme et les idées impérialistes de son auteur. Le choc des civilisations est une expression moderne pour désigner une réalité très ancienne : la rivalité de deux grandes religions monothéistes, le christianisme et l'Islam, pour le contrôle des territoires et des âmes. La guerre qui opposait jadis des Etats oppose désormais des entités idéologiques, des civilisations. Deux identités culturelles s'affrontent. Ce conflit repose sur des facteurs de fond :

- la pénétration culturelle arrogante de l'Occident, qui provoque un sentiment d'humiliation dans les pays islamiques. Beaucoup d'éléments culturels et scientifiques sont nés en Orient, mais c'est aujourd'hui l'Occident qui exerce sa domination dans le domaine universitaire, dans l'attribution des brevets, dans l'ingénierie et la technologie de pointe.
- la volonté de l'Amérique du nord d'imposer un seul modèle de liberté, de gouvernement et d'organisation sociale.
- la vision occidentale du monde comme un grand marché, et des citoyens comme des consommateurs.

De l'humiliation naît le fanatisme religieux, qui devient de plus en plus vif comme l'ont prouvé l'affaire Rushdie, la réaction aux caricatures de Mahomet et les récentes déclarations du Pape.

Dans ce contexte, la proposition du président espagnol Zapatero d'une alliance de civilisation pour briser cette dynamique perverse semble la bienvenue.

Intervention de Eusebio Leal, Historien de La Havane (Cuba).

L'Amérique latine pourrait se dire : « Je pense, donc j'existe ». Nous n'avons pas à avoir honte de la pauvreté. Nous sommes faits de diversité, unis par notre langue comme par un magma volcanique. Européens, Africains et indigènes se mélangent pour livrer ce peuple unique. Nous regardons avec admiration le flux d'idées lumineuses que l'Europe nous a transmis. Mais notre histoire nous est propre, faite de synthèses et d'éclectisme. Nous avons créé une nouvelle théologie de métissage, nous avons construit notre rêve sans omettre la poésie. Nous avons nos grands hommes, nos philosophes, nos penseurs, nos libérateurs, à commencer par Bolivar. Nous ne pouvons plus être perçus avec jugement, mais avec un regard d'amour. Nous sommes pleins d'espoir. Que personne ne nous explique comment créer notre futur. Nous voulons vivre notre propre spiritualité et la partager. Nous n'avons

honte ni de nos spécificités ni de notre héritage : nous sommes tout cela à la fois. Nous avons appris de l'Europe notre rébellion, mais nous avons le droit d'écrire notre propre histoire.

Intervention de María de los Angeles Moreno, Sénatrice, Présidente de la Commission du District Fédéral du Sénat (Mexique).

La guerre brutale de Bush, qui nourrit le choc des civilisations, relève d'intérêts économiques et plus précisément pétroliers. Il y a une confusion entre la liberté démocratique et le libéralisme économique, qui s'est imposé aux pays d'Amérique latine avec l'idée que cela allait nous conduire tout droit au progrès. Mais l'Amérique du nord fait la promotion du libéralisme et construit un mur pour fermer ses frontières avec le Mexique. A qui bénéficie l'ouverture : à tous ou à l'empire nord-américain ? On nous demande d'accepter que les cultures soient diluées dans l'expansion du marché, que les pauvres soient toujours plus nombreux... La mondialisation corporative contredit la diversité. Les frontières ont ouvertes au capital et fermées aux pauvres. Les immigrés envoient de l'argent au Mexique parce que nous n'avons pas pu créer les opportunités sur place. L'empire ne fait rien pour que les pays pauvres puissent se mettre à niveau économiquement. Il n'y aura pas de village global si on ne prévoit pas une plus grande égalité.

Intervention de Roberto Lavagna, ancien Ministre de l'économie (Argentine).

Les relations entre l'Europe et l'Amérique latine sont multidimensionnelles : valeurs, culture, politique, coopération, économie et commerce. Il y a des progrès à faire dans le domaine du commerce et de l'économie. La situation est complexe, car les relations économiques et financières entre les deux régions ont avancé très lentement et restent inférieures à celles de l'Amérique latine avec les Etats-Unis et le sud-est asiatique, ou même à l'intérieur de son propre territoire.

De plus, il n'y a pas une Amérique latine, mais deux : les pays qui ont signé des accords avec l'Union européenne (Mexique et Chili) et ceux qui ne l'ont pas fait (Argentine, Brésil, pays du Mercosur). La ligne de démarcation, c'est la question de l'agriculture. Les gros producteurs dont l'agriculture ne repose pas sur des subventions ne signent pas d'accord avec l'Union européenne. Il faut reprendre les négociations sur des bases nouvelles.

Une autre question est l'intégration des infrastructures de l'Amérique latine. La Banque européenne d'investissement consacre moins de 1% de son apport à l'Amérique latine, alors qu'elle pourrait aider le financement de ces grands projets.

L'Amérique latine a besoin d'une société plus inclusive et plus équitable et l'Union européenne peut être un partenaire précieux.

Intervention de José Ignacio Salafranca Sánchez Neyra, Porte-parole pour les affaires étrangères du Parti Populaire, Député européen (Espagne).

Parfois nous oublions d'évoquer les circonstances qui limitent nos actions. L'Union européenne est dans une phase de repos institutionnel après le non au référendum. Elle digère l'arrivée de dix nouveaux Etats membres et doit gérer les négociations avec la Turquie et la Croatie. De plus, elle connaît une pression migratoire importante. Elle doit établir de nouvelles relations avec la Russie et exercer son action au Liban et en Irak. Sur 100 € dépensés pour la paix au Moyen-Orient, 60 viennent de l'Union européenne. Le

monde est grand et l'Amérique latine n'en n'est qu'une partie, même si c'est une partie qui nous est chère.

Du côté de l'Amérique latine, le processus d'intégration est mis à mal par le départ du Venezuela de la Communauté andine, les problèmes entre la Bolivie et le Brésil ou encore le Venezuela et le Mexique. La pauvreté et les inégalités sont des facteurs de précarité.

Quel est l'élément mobilisateur ? La volonté de baser son action sur la politique et non sur l'économie. L'Europe a généré des idées florissantes mais elles ne sont rien sans la politique pour passer des mots aux faits. L'Amérique latine n'a pas besoin de dons mais d'opportunités, via des accords commerciaux. Même si le chapitre agricole peut constituer un obstacle, il ne couvre que 10% des échanges. Avec une volonté politique, on peut trouver la voie. La Banque européenne d'investissement est de plus en plus présente en Amérique latine.

Au-delà de ces facteurs volontaristes, certains facteurs sont indispensables pour avancer, notamment l'intégration régionale. L'année prochaine, nous fêterons les 50 ans du Traité de Rome qui nous a permis d'établir les valeurs de paix et de solidarité en Europe : c'est un exemple utile pour l'Amérique latine, même si les modèles sont totalement différents par bien des aspects. Sans intégration le développement sera beaucoup plus difficile. L'union fait la force.

Autre question : comment rendre compatibles l'unité et la diversité ? Si nous ne sommes pas capables de partager volontairement des parcelles de souveraineté, alors nous serons obligés de céder notre souveraineté au pays dominant.

Intervention de Pierre Moscovici, vice-président du Parlement européen, ancien ministre (France).

D'un point de vue français, l'Amérique latine est trop absente de la diplomatie. Elle n'est pas jugée géographiquement proche et stratégiquement prioritaire : c'est une erreur. Les évolutions de l'Amérique latine concernant la reconnaissance des identités indigènes, les expériences de gauche, l'intégration régionale et la souveraineté nationale sur les matières premières peuvent être cruciales quant à la capacité de l'Europe à résister à l'hégémonie américaine. La France et l'Europe doivent accompagner ces évolutions, afin de bâtir un large axe permettant l'établissement de nouveaux équilibres mondiaux fondés sur le multilatéralisme.

Pour cela, il faut d'abord promouvoir un autre rapport à la mondialisation, basé sur l'ancrage démocratique, l'intégration régionale et le refus de la guerre préventive. L'Amérique latine doit travailler à bannir les dérives populistes, les violations des droits de l'homme, la pression des grands propriétaires terriens. La stabilité de l'Amérique latine passe par le dialogue politique, la lutte contre le crime organisé, le développement durable... Les deux régions doivent ouvrir leurs marchés agricoles de manière bilatérale et l'Europe doit accroître le niveau de ses investissements. La question migratoire doit être traitée conjointement, dans le cadre d'un agenda politique commun. Nous avons des objectifs et des intérêts communs. Nous avons une formidable opportunité d'établir des accords d'association dans tous ces domaines, qui ne doivent pas se substituer pour autant à des réformes nationales. L'Europe doit pouvoir intégrer cet impératif dans son budget 2008-2009.

Intervention de Carlos Quenan, Directeur du Master Relations Europe-Amérique latine à l'IHEAL (France).

Nous assistons à une stagnation des relations entre nos deux pays. L'Union européenne regarde ailleurs. Pourtant, l'expérience de l'Europe en matière d'équité sociale pourrait être instructive pour l'Amérique latine. Si l'Europe veut jouer un rôle global, le rapport avec l'Amérique latine est un test, puisque cette zone est sous influence des Etats-Unis, même si son degré d'autonomie vis-à-vis des Etats-Unis s'est accru sous l'administration Bush. Nous avons quelques raisons d'être optimistes. Des accords de négociation commencent à voir le jour, permettant d'appuyer le développement des infrastructures. Comment développer cette dynamique dans un futur proche ? L'objectif n'est pas d'annuler les divergences mais de calmer la cacophonie. Il faut travailler dans le sens de l'apaisement des conflits. Le sommet de Lima en 2008 sera l'occasion de négociations bilatérales. Renforçons nos valeurs communes et notre connaissance mutuelle.

En bref

Les participants s'entendent sur le fait que les destins de l'Europe et de l'Amérique latine sont historiquement liés par une culture et des valeurs communes. Mais le poids de leurs problèmes spécifiques (construction d'une légitimité politique en Europe ; problèmes économiques et sociaux en Amérique latine) ont quelque peu affaibli l'intérêt mutuel des deux régions. Tous appellent de leurs vœux un renouveau de ces relations, par le biais d'accord commerciaux et de coopérations politiques, pour opposer ensemble aux prétentions hégémoniques des Etats-Unis une vision multilatérale du monde. L'Europe peut constituer un modèle d'intégration régionale pour l'Amérique latine (José Ignacio Salafranca). Mais cette dernière doit aussi être capable d'affirmer son identité propre, faite de diversité et d'éclectisme (Rodrigo Borja).

III. Le rôle des maires en Europe et en Amérique latine.

Intervention de Enrique Riera, Maire de Asunción (Paraguay).

La formation progressive des Etats constitutionnels a éloigné les gouvernants des citoyens. Les villes et les maires sont aujourd'hui aux premières lignes des revendications sociales. Les gens sont lassés des promesses du pouvoir politique et veulent des résultats concrets. Ils s'adressent plus volontiers à leur maire, qu'ils connaissent bien, qu'à leurs ministres. Le problème, c'est que nous sommes des pompiers sans eau : nous sommes les plus proches des citoyens mais nous n'avons pas assez de moyens pour répondre à leurs besoins. Les maires et les préfets sont des soldats de la démocratie qui doivent être soutenus. En un appel, un email, ils peuvent être sur place. Cette proximité leur donne des responsabilités mais il leur manque les outils pour la mettre en œuvre. Les candidats aux élections nationales promettent toujours plus de décentralisation quand ils mènent campagne, puis centralisent encore plus une fois qu'ils sont au pouvoir. Ils ne décentralisent que les problèmes, et pas les outils pour trouver les solutions. Les ressources devraient passer de l'Etat au maire puis du maire au citoyen. Dans ce cas-là, les citoyens pourraient sentir concrètement ce que signifie la démocratie. Donnez des moyens aux élus locaux, et les choses changeront.

Intervention de Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse (France).

Avec son million d'habitants, l'agglomération toulousaine est une des plus dynamiques du point de vue de l'emploi et de la croissance démographique. C'est le deuxième centre universitaire en France et son identité est associée à l'industrie aéronautique. Comme Paris, Toulouse connaît des inégalités territoriales : la notion de quartier est très développée, et d'un quartier à l'autre, le développement est très variable. Nous avons apporté deux réponses à cette situation. Dès le début du mandat, nous avons divisé la ville en 17 quartiers au sein desquels nous avons instauré des commissions consultatives afin de dresser, en collaboration avec les associations, un diagnostic des points à améliorer en termes d'équipements, de transports et d'urbanisme. Sur cette base, nous avons élaboré des projets de quartier que nous avons soumis à référendum dans chacune des zones concernées. Le conseil municipal a adopté les projets approuvés par les habitants et depuis trois ans, nous avons lancé la mise en œuvre, qui se déroulera jusqu'en 2009 pour un montant total de 100 millions d'euros. Au terme de ces travaux, nous aurons sans doute comblé beaucoup d'inégalités.

La deuxième approche concerne la politique de la ville dans les quartiers les plus en difficulté. Toulouse a la particularité d'avoir des quartiers ayant des problématiques de banlieue à l'intérieur même de la ville. Dans ces quartiers, qui regroupent 60 000 habitants, les logements HLM sous forme de tours et de barres ont mal vieilli. Nous avons lancé un programme de démolition de 1200 logements, qui vont être remplacés par de nouvelles constructions moins élevées, plus agréables et plus esthétiques, au sein desquelles nous souhaitons promouvoir la mixité sociale et culturelle. Nous travaillons aussi à connecter ces quartiers au réseau de métro. Avec un montant de 570 millions d'euros, c'est le projet de ville le plus important de France. Nous avons aussi une approche économique, car ces quartiers souffrent d'un taux de chômage de 36%, qui atteint 50% chez les jeunes. Nous avons ainsi mis au point une zone franche à l'intérieur de laquelle les entreprises bénéficient d'exonérations fiscales à condition que 33% des emplois créés par elles soient attribués à des personnes du quartier. 1500 emplois ont été créés, dont 40% à destination d'habitants des quartiers concernés. Nous développons également un accompagnement social, à

travers une veille éducative et des initiatives culturelles destinées à permettre aux immigrés présents dans ces quartiers d'exprimer leur culture tout en découvrant celle des autres.

En France aussi la décentralisation pourrait aller plus loin. L'Etat décentralise surtout les factures, alors que les municipalités sont obligées de voter un budget équilibré. Pendant les émeutes qui ont agité la France il y a quelques mois, c'est pourtant les élus locaux qui étaient en première ligne. Face au discrédit du politique, le maire inspire confiance aux citoyens. Même si ce n'est pas politiquement correct de le dire, un certain nombre de compétences pourraient être transférées du conseil général à la municipalité, ce qui allégerait les démarches administratives imposées aux citoyens.

Vendredi 6 octobre

IV. Troisième session plénière : « Mouvements sociaux, identités, gouvernance ».

Intervention de Rodrigo Carazo, ancien Président (Costa Rica).

Les mouvements sociaux s'expriment de différentes manières en fonction du pays et de l'époque. La constante, c'est la nécessité de trouver une logique de relations entre ces mouvements et les partis politiques, afin qu'ils puissent exercer leur rôle dynamique sans mettre en péril la gouvernance. Il existe un conflit dialectique entre les identités et l'unité du système. Aujourd'hui, on assiste à une nouvelle vague de mouvements nés en réaction aux effets pervers de la mondialisation. Ils protestent contre le modèle néolibéral, les privatisations, ou militent en faveur de la protection de l'environnement, de la parité et des droits de l'homme. Il faut reconnaître cette diversité et adresser les sujets politiques qu'ils contribuent à faire émerger. Pour cela, on peut penser qu'un régime semi-présidentialiste ou parlementariste soit plus approprié.

Intervention de Carlos Alvarez, Président de la Commission des représentants permanents du Mercosur (Argentine).

Il est de plus en plus difficile de parler de l'Amérique latine en termes de projet politique commun : les identités et les agendas sont différents d'un pays à l'autre. Ce qui nous relie les uns aux autres, ce sont des valeurs et une culture.

On ne peut pas regarder l'Amérique latine à travers le prisme d'un regard européen. Il faut reconnaître sa singularité. Ce qui caractérise aujourd'hui l'Amérique latine, c'est d'abord l'importance des mouvements sociaux dans la formation et l'évolution des identités nationales. En Argentine, au Venezuela, en Bolivie ou au Chili, ces mouvements se font l'écho de différents intérêts, qui génèrent de nouveaux leaderships, permettant à des secteurs marginalisés de s'intégrer dans le jeu politique. Ils comblent le vide démocratique laissé par des partis politiques qui n'ont pas rempli leur mission de médiation. Dans d'autres pays, où les partis sont plus forts (comme l'Uruguay), la démocratie de la rue ne joue pas un rôle très important. Dans tous les cas, l'enjeu pour nous est de créer une démocratie proprement participative, qui permettent à l'ensemble de la population de prendre part à la formulation de son destin commun.

On observe également en Amérique latine une incapacité à concilier démocratie, développement économique et meilleure répartition des revenus. Il n'y a pas de recette unique : c'est à chaque pays de trouver une voie alternative à l'échec des années 1990 en matière de cohésion sociale et d'égalité des chances, et de définir un nouveau modèle de développement alliant économie durable et justice sociale.

Intervention de Rosario Green, Secrétaire Générale du PRI, Sénatrice et Présidente de la Commission des relations extérieures du sénat (Mexique).

Il n'y a pas un modèle unique de transition démocratique en Amérique latine. Chaque pays a généré ses propres évolutions économiques, politiques et sociales. Les grands penseurs qui

éclairaient les foules dans le passé ne sont plus : aujourd'hui, les idées viennent de la rue. Les gens ont un désir énorme de trouver des solutions. Cette effervescence sociale tente de remplacer ce que les urnes ont déqualifié, exprimant une lassitude face à l'inaction des partis politiques. Au Mexique, ces mouvements sont devenus incontrôlables et ne proposent pas une réelle alternative politique : le congrès va devoir jouer un rôle transcendant et imposer la prévalence des institutions, tout en tenant compte des revendications venues de la rue.

Intervention d'Alain Lamassoure, Député européen en ancien Ministre (France).

L'Union européenne est interpellée par les problèmes de la mondialisation. La question est de savoir comment assurer le meilleur gouvernement possible tout en respectant nos identités, en tenant compte des revendications des mouvements sociaux et en répondant aux enjeux du 21^e siècle. Depuis 50 ans, en Europe, nous travaillons à l'émergence d'un modèle de gouvernance radicalement nouveau, encore en construction. L'idée de départ est de rassembler dans une même communauté politique des pays qui se sont fait la guerre pendant 2000 ans et qui, devenus des démocraties, veulent assurer la paix en combinant une vie commune au maintien des souverainetés nationales. Nous y sommes assez bien arrivés, mais avec des limites. Des règles de vie en commun ont été édictées et continuent de l'être : sur 100 nouvelles règles de droit régissant la vie des Français, près de 60 émanent aujourd'hui de l'Union européenne. Sur la scène internationale, nous avons la capacité d'agir ensemble sur certains sujets, notamment sur les questions commerciales à l'OMC.

Comment avons-nous obtenu ces résultats ? D'abord, grâce à une conjoncture politique et historique favorable : après la Seconde guerre mondiale, le projet européen a été porté par une formidable volonté. Il a été solidifié par l'émergence d'un ennemi commun, l'URSS. Par ailleurs, les hasards historiques ont toujours assuré un équilibre entre grands, moyens et petits pays au sein de l'Union, de manière à ce qu'aucun pays ne puisse dominer tous les autres. Les dirigeants ont veillé à n'admettre dans le club que des Etats de droit : l'Europe méditerranéenne, puis l'Europe de l'est, n'ont pu adhérer qu'après avoir démocratisé leurs institutions, et l'adhésion à l'Union leur a permis de renforcer cette démocratisation. Voilà pour les facteurs positifs.

Mais malgré ces réussites, l'intégration européenne a ses limites. Nous sommes dans une situation étrange : nous avons beaucoup de règles de vie en commun (surtout en matière économique et monétaire), mais dans le même temps nos politiques économiques et sociales sont différentes et cloisonnées. Les frontières ne se sont pas ouvertes d'un point de vue politique et médiatique : les citoyens n'entendent parler que de la vie politique nationale, pas de ce qui se passe à l'échelle européenne. Quand un Français gagne 100 €, il en reverse 43 à son Etat national, et 1 seulement à l'Union européenne. Cela génère des effets pervers : les gouvernements exploitent l'ignorance des citoyens sur les problématiques européennes pour faire de l'Europe le bouc-émissaire de leurs échecs nationaux. Les conséquences sont également néfastes dans le domaine de la politique extérieure : nous sommes trop unis pour qu'il y aient des diplomaties indépendantes, mais pas assez pour qu'il y ait une diplomatie unique efficace. Nous sommes au milieu du gué, et il faut désormais passer sur l'autre rive en créant de nouvelles institutions, de nouveaux traités et de nouvelles règles pour décroisonner nos vies politiques et nous permettre de chercher des réponses communes.

Intervention de Porfirio Muñoz Ledo, Haut Commissaire du Frente Amplio Progresista, ancien ministre (Mexique).

Les relations avec l'Amérique latine ne sont pas la première priorité de l'Union européenne, qui doit faire face aux questions de son propre élargissement, de son rôle dans l'alliance atlantique, des migrations, de l'émergence de nouvelles puissances, du conflit au Moyen-Orient. L'Amérique latine ne vient qu'après ces différentes préoccupations. Nous avons pourtant des objectifs en commun : le rejet d'un monde bipolaire et la recherche d'un consensus qui ne soit pas forcément celui de Washington. Par ailleurs, l'Union européenne peut être une source d'inspiration pour l'Amérique latine, notamment sur la capacité à faire de la question sociale un axe d'intégration.

En Amérique latine, 25 ans de néolibéralisme douteux ont généré une croissance très faible, des institutions fragiles, un Etat peu aguerrri et des écarts sociaux tels qu'ils font du sous-continent la région la plus inégalitaire du monde. Sans parler des problèmes de terrorisme, de trafics et de crime organisé. Face à ces problèmes et à la démission de l'Etat, des mouvements sociaux demandent davantage de démocratie et de justice sociale. L'Amérique latine est en train d'opérer un virage à gauche : mais ces nouvelles forces politiques sauront-elles apporter des réponses concrètes ? Nous sommes en train de vivre un changement d'axe qui repose sur trois facteurs : un facteur égalitaire (la recherche de la justice sociale dans un contexte de mondialisation), un facteur identitaire (la reconnaissance des identités), et un facteur unitaire (la nécessité de la cohésion nationale et de l'intégration régionale).

Au Mexique, la transition démocratique se fonde sur la fraude électorale et la cooptation. Le PRI a décidé de coloniser le pouvoir. Des sommes considérables ont été dépensées en publicité pour renverser l'image du candidat adverse pendant la campagne. Fox a mis en danger la légitimité des élections. Il a été jusqu'à reconnaître l'intervention illégale de fonds privés et l'exercice du monopole télévisuel. Mais comme ces violations de la loi ne pouvaient être quantifiées, les élections ont été déclarées valables à un demi point. Nous ne reconnaissons pas la légitimité de ces élections. Nous avons formé un front d'un million de personnes pour continuer de mobiliser la société. Nous ne céderons pas.

Intervention de Beatriz Paredes, Présidente de la Fondation Colosio (Mexique).

Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle phase des relations politiques et sociales : la rigidité des partis politiques a créé une crise de la représentation. Les exclus (ceux qui ne se sont pas sentis représentés) réclament de participer à la vie politique et de voir leur identité reconnue. Ces mouvements sont de différentes natures : revendication ethnique, féministe, sociale... Au Mexique par exemple, les partis politiques sont dépassés par une réalité sociale beaucoup plus dynamique. Comment répondre à une telle situation sans remettre en cause la stabilité des institutions ? Il faut parvenir à mettre en place des alliances entre mouvements sociaux et partis politiques, de manière à ce que ces derniers ne soient pas affaiblis par la rue, mais au contraire renforcés par elle. Néanmoins, ces alliances sont très difficiles à susciter et à mettre en œuvre. La démocratie de marché et les nouveaux moyens de communication apportent aux mouvements sociaux une visibilité telle qu'ils peuvent se passer de la vitrine des partis politiques et préfèrent jouer leur rôle de contre-poids alternatifs.

Intervention de Teodoro Petkoff, Journaliste et ancien candidat à la présidence (Venezuela).

L'Amérique latine n'existe pas. Nous avons simplement affaire à 34 pays Caraïbes comprises. On ne peut pas faire de généralisations : la région a été présentée comme dépassée par des mouvements sociaux effervescents remettant en cause le jeu classique des partis politiques, mais cela n'est pas vraiment significatif, à l'exception de la Bolivie. L'Amérique latine reste un continent de partis politiques, même s'ils sont effectivement sur le

déclin. Cette crise est particulièrement forte au Venezuela : le système traditionnel des partis est bloqué. Alors que nous pensions avoir une démocratie stable, les grands partis continuaient de fonctionner sur un modèle stalinien, avec structuration verticale et concentration du pouvoir au sommet. Une telle organisation n'est pas compatible avec une société démocratique et ouverte. Les partis sont devenus des machines électorales autistes. Ce discrédit a permis l'arrivée au pouvoir d'un leader populiste, Hugo Chavez, qui mélange droite et gauche pour exercer un pouvoir idéologisé et autocratique, reposant sur la confusion entre pouvoir politique et armée. Tous les espaces sociaux sont occupés : les sports sont étatisés, le monde intellectuel est polarisé, l'Etat contrôle depuis le haut les universités et même les ONG. Ce néo-totalitarisme light se donne une façade démocratique. Mais la liberté d'expression est menacée. Cette situation montre que des partis politiques forts et démocratiques sont indispensables au fonctionnement d'une démocratie et à la prévention des régimes totalitaires et populistes. Les partis doivent se réviser, se réinventer, dans le cadre par exemple d'un parlementarisme à la française, qui apporterait plus de souplesse au fonctionnement des institutions.

Intervention de José Ignacio Salafranca Sánchez Neyra, Porte-parole pour les affaires étrangères au Parti populaire, député européen (Espagne).

La crise de la démocratie contemporaine repose sur des raisons politiques (perte du pouvoir de l'Etat face à de nouveaux acteurs, instabilité de la politique extérieure), sociales (désintérêt des citoyens, repli des élites) et philosophiques (fin des idéologies). De manière plus générale, on peut se demander si l'Etat national peut survivre à la mondialisation. Les Etats cèdent leur pouvoir à des entités supranationales et locales, mais aussi aux sociétés multinationales qui chamboulent les mécanismes de la légitimité politique. Les citoyens aussi ont leur mot à dire et exigent que le système représentatif évolue vers plus de participation populaire. Enfin, les flux migratoires posent des enjeux nouveaux en terme d'intégration et de reconnaissance des identités. Tous ces phénomènes se développent dans un contexte de fin des idéologies dominantes, comme si nous ne parvenions plus à vivre ailleurs que dans le présent. Mais nous avons besoin d'idées projectives, qui nous rassemblent plutôt que de nous diviser. Nous devons certes être fiers de notre identité, mais elle ne doit pas exclure. Nous ne pouvons pas nous contenter d'affirmer ce que nous sommes : nous devons nous demander ce que nous voulons être de manière collective. L'histoire s'écrit aussi au futur. Pour cela, nous avons besoin de partis politiques forts, indispensables au fonctionnement de la démocratie. Des partis régis par des règles de démocratie interne et financés de manière transparente. En tant qu'observateur électoral lors du dernier scrutin mexicain, José Salafranca affirme que le résultat est bien le résultat du peuple, et qu'il faut le reconnaître comme tel.

Intervention de Juan Gabriel Valdés, Président du Latinbarometro (Chili), Ex Ministro

Les Etats ont des difficultés à incorporer les mouvements sociaux. Après la transition démocratique des années 1980 et la transition économique des années 1990, l'Amérique latine a changé de visage. Il y a aujourd'hui des raisons d'être satisfait : les élections sont libres et l'économie stabilisée. Le plus important pourtant, c'est notre capacité à ouvrir le jeu politique à la participation des citoyens. Nos sociétés sont encore peu équitables, mais la capacité des citoyens à penser par eux-mêmes s'est développée. Des mouvements très différents sont apparus selon les régions. Cela comprend des aspects positifs. Au Chili par exemple, nous avons assisté à un mouvement mené par les élèves du secondaire : leurs revendications ont été entendues par les gouvernants. Mais le revers de la médaille, c'est le développement d'un malaise généralisé, au fur et à mesure que les protestations se multiplient. L'expression des revendications ne suffit pas. Non seulement il faut intégrer les mouvements sociaux, mais il faut aussi résoudre les inégalités sociales qui génèrent ces

discours de protestation. Il faut reconnaître l'échec des stratégies néolibérales, de l'intégration à la mondialisation et de l'intégration régionale et agir pour trouver un nouveau modèle. Le Chili fait venir son gaz des pays arabes alors que ses voisins ont des réserves colossales ! Il est temps de mettre en place les infrastructures qui nous permettront d'agir collectivement. Par ailleurs, notre vigilance face à la menace des régimes autoritaires s'est ramollie. Nous devons faire attention. En 1970, nous n'imaginions pas qu'un coup d'Etat militaire aurait lieu trois ans plus tard... Dans la recherche d'un modèle plus efficace et plus juste, le dialogue avec l'Union européenne est essentiel.

En bref

L'échec du modèle néolibéral à concilier stabilité économique et répartition des richesses a généré en Amérique latine une montée en puissance de mouvements sociaux, revendiquant plus de justice sociale et la reconnaissance de leurs identités. L'enjeu est aujourd'hui d'intégrer cette effervescence sociale aux institutions, de manière à préserver la gouvernance tout en prenant en compte la pluralité exprimée par la rue. Les partis politiques doivent être à la fois suffisamment forts et souples pour assimiler ces demandes nouvelles en se réformant. Dans le cas contraire, on peut craindre que l'espace laissé vacant soit colonisé par des mouvements populistes, comme celui d'Hugo Chavez au Venezuela. Dans tous les cas, la reconnaissance des identités ne doit pas mettre en péril la formulation d'idéaux collectifs unificateurs. Elle ne doit pas non plus empêcher les gouvernants de résoudre les problèmes de base dont souffrent les sociétés, à commencer par l'inégalité sociale.

Conférence magistrale de Enrique Iglesias, Secrétaire Général du Secrétariat Général Ibéro-américain (SEGIB) (Espagne).

Nous vivons une époque très intéressante, faite de changements et de turbulences dans les domaines social, politique, international et économique.

Socialement, l'enjeu majeur est la transformation des revendications de la rue en institutions. Le mécontentement des classes moyennes face aux effets pervers de l'économie de marché doit pouvoir être digéré par le système politique pour apporter des solutions en termes légaux. L'Amérique latine est aujourd'hui la région la plus violente du monde, et nous devons veiller à remédier à cette situation, qui trouve ses racines dans la mauvaise distribution des richesses, provoquant le mal-être et la rébellion.

Politiquement, l'Amérique latine traverse une crise des structures traditionnelles. Le leadership des partis politiques est remis en cause par la multiplication des pouvoirs : médiatique, local, nationaliste... Dans ce contexte, le risque de populisme est décuplé.

Dans le domaine économique, la gestion gouvernementale s'est rationalisée (respect de l'équilibre fiscal, indépendance des banques centrales), avec des résultats positifs (disparition de l'inflation et des dévaluations). Avec une croissance moyenne de 5%, une réserve bancaire de 250 000 millions de dollars, une baisse de la dette et une bonne santé des exportations, on peut être plutôt optimiste. Mais il ne faut pas perdre de vue que malgré ces éléments positifs, l'Amérique latine se développe moins vite que certains pays d'Afrique. Le monde entier se développe, et l'Amérique latine n'est pas forcément la plus rapide. Sur le plan international, les problèmes de paix et de sécurité, ainsi que le déficit américain et le prix du pétrole, peuvent encore avoir des conséquences catastrophiques sur son économie. Il faut rester vigilant et se fixer quelques grands objectifs :

- la consolidation macroéconomique. A ce titre les politiques anticycliques mises en place au Chili, qui permettent de faire des économies pendant les périodes favorables, sont un exemple à suivre.
- la compétitivité, qui passe par une meilleure productivité, grâce à des aménagements en termes d'infrastructures, de technologies et de formation.
- les réformes institutionnelles. Il faut moderniser l'Etat de manière à permettre une interaction plus grande entre pouvoir et société.
- le traitement des problèmes sociaux sur deux échelles : à court terme, proposer des réponses aux questions les plus urgentes ; à plus long terme, assurer une meilleure répartition des richesses (accès au crédit, à la propriété, valorisation des retraites etc.).
- le renforcement conjoint de l'intégration régionale et de l'intégration au reste du monde. Quand on négocie à plusieurs, on obtient davantage sur la scène internationale et on est plus à même de résoudre ses problèmes internes.
- la reconnaissance de la richesse culturelle.

Il est temps d'imaginer un nouveau modèle pragmatique de développement pour l'Amérique latine, associant l'efficacité du marché au contrôle d'un Etat démocratique capable de réglementer le marché par des politiques publiques concertées et adéquates. Depuis 1991, nous allons dans ce sens au sein de la communauté ibéroaméricaine, qui réunit 22 pays. Malgré nos différences, il y a de quoi trouver des intérêts collectifs. Il faut multiplier les sommets, les rencontres ; établir des réseaux ; favoriser l'interaction avec la société civile.

V. Quatrième session plénière : « Les médias face au débat de l'identité ».

Intervention de Carlos Mesa, ancien Président (Bolivie).

Les médias se rapprochent dangereusement du pouvoir total : ils occupent le champ social et politique et définissent les espaces d'expressions des différentes identités. Le paradoxe repose dans leur capacité à rendre visibles les minorités (notamment ethniques), associée au risque que ces identités soient instrumentalisées, manipulées ou déformées. Ils ont le pouvoir de permettre l'expression de la diversité, mais aussi celui d'exacerber les sentiments de haine et d'adversité qui caractérise le rapport à l'Autre en Amérique latine. Nous devons sans cesse nous poser la question : nous reconnaissons-nous dans la manière dont les médias reflètent nos identités ? Vis-à-vis de l'extérieur, il me semble que les médias européens donnent une image exotique de l'Amérique latine. Ils devraient se pencher davantage sur nos réalité, complexes et profondes.

Intervention de Ruben Aram Aharonián, Directeur de Telesur (Venezuela).

Nous ne pouvons pas changer la réalité si nous ne commençons pas à la regarder telle qu'elle est. Nous avons été très bien entraînés à nous regarder avec les yeux paternalistes des étrangers, toujours prompts à nous donner des conseils sur notre propre développement. Nous devons désormais nous regarder avec notre propre regard. Nous devons contribuer à la formation de citoyens critiques et constructifs, et non pas de simples consommateurs d'images et d'actualité, reprises de la même manière partout dans le monde. L'information instantanée et permanente est une forme de désinformation, qui occulte les réalités de nos pays au profit du catastrophique et du spectaculaire. Nous avons une responsabilité dans la création d'un sentiment d'appartenance à l'Amérique latine. Telesur va dans ce sens en créant des espaces d'expression destinés à faire entendre des voix plurielles, séquestrées par les dictateurs qui plient le genou face au capitalisme autoritaire. Nous travaillons à promouvoir la participation du peuple en lui donnant la parole. Nous démocratisons la production de contenus.

Intervention de Hernando Alvarez, BBC (Royaume-Uni).

Nous avons demandé à nos auditeurs s'ils se sentaient bien représentés dans nos médias : la réponse est globalement non. Ils ont le sentiment que nous diffusons une seule vision des choses, liée au pouvoir en place, et que les liens sont trop étroits entre les médias et le monde politique et économique. Nous ne pouvons pas être un quatrième pouvoir, car cela signifierait que nous ne pouvons pas poser librement les questions que se posent les gens. Nous devons plutôt nous concevoir comme un pont, une passerelle entre les citoyens et les gouvernants. Informons-nous vraiment sur la réalité ? Quand les journalistes en Irak sont confinés dans une zone verte à l'intérieur de Bagdad, peut-on dire qu'ils ont cerné la réalité d'un pays ? N'y a-t-il pas des zones vertes partout, qui nous empêchent de saisir la réalité dans sa complexité ? Nous devons nous poser ses questions.

Intervention de Miguel Angel Bastenier, Directeur adjoint du service international de El País (Espagne).

La presse écrite participe de manière non négligeable à la formation de l'identité et de la nationalité. Les identités se multiplient. Malgré la langue commune, l'Amérique latine n'existe pas comme un tout. Partout, des revendications ethniques sont en train de remettre en

cause les identités établies. La presse est-elle prête à refléter cette refonte des identités ? Non. En privilégiant l'opinion sur l'information, la presse ne se donne pas les moyens de relayer et de raconter ce qui se passe. C'est d'autant plus vrai qu'elle doit faire face à la révolution numérique, qui rend son futur incertain.

Intervention de Juan Carvajal, Secrétaire à la communication du gouvernement chilien, représentant la Présidente Michelle Bachelet.

La réalité n'est jamais autre chose que la perception d'un individu ou d'un groupe de personnes. Les médias véhiculent ces perceptions, qui ne sont pas nécessairement basées sur des faits. Même quand elle tente de rester rationnelle, la presse est modelée par l'immédiateté et le sensationnalisme qui caractérisent notre société de la communication. Les médias ont en effet un rôle à jouer dans le reflet des identités des peuples et des différents leaderships en présence : mais ce travail est-il effectif ? Les identités se concrétisent dans les choix des électeurs. Le fait que de nombreux votants choisissent leur candidat au dernier moment, sur des critères subjectifs, montre bien que les médias n'ont pas su leur donner des éléments rationnels de réflexion et d'identification dans les semaines qui ont précédé. Aujourd'hui, au Chili, l'élection d'une femme atteste l'affirmation d'un nouveau type de leadership et d'une nouvelle manière de gouverner. Les médias seront-ils capables de refléter ce processus ? Ils devront pour cela faire face à quatre obstacles : le poids du marché, la concentration médiatique, le poids des annonceurs et l'influence des élites. Le défi, c'est être capable de rendre compte au plus juste des changements politiques et sociaux.

Intervention d'Alain Chastagnol, Secrétaire Général International d'Hachette Filipacchi Médias (France).

Face à la méfiance qui s'exprime vis-à-vis des médias, il faut rappeler qu'ils constituent le seul contre-pouvoir capable de critiquer le pouvoir en place. Certains médias sont asservis (la presse américaine sous l'administration Bush n'est pas un modèle d'indépendance, à commencer par Fox News), mais on ne peut généraliser ce travers à l'ensemble de la presse. Il faut sortir du journalisme d'opinion pour rétablir la rigueur du traitement des faits, avec pour idéal le journalisme d'investigation. La meilleure manière d'exprimer l'identité nationale, c'est de donner la parole aux gens de la rue. En croyant aux médias, on peut faire surgir l'identité et le multiculturalisme. La presse écrite, parce qu'elle permet l'analyse, semble plus à même d'exprimer cette diversité, face à une télévision souvent pourvoyeuse de pensée unique. Internet peut également être un vecteur d'opinions qui sortent du politiquement correct. Notre groupe produit également beaucoup de magazines, dont l'implantation locale partout dans le monde, sur la base d'équipes de journalistes propres à chaque pays, assure la représentation de la diversité.

Intervention de Pierre Jeantet, Directeur Général du Monde (France).

Le média réunit des spectateurs et des lecteurs qui partagent une identité, un certain regard sur l'information et sur le monde. *Le Monde*, lu en Amérique latine, sera perçu comme un reflet d'une partie de l'opinion française ; lu en France, il contribue à façonner l'identité de l'Amérique latine, à laquelle nous tentons d'accorder une place qui aille au-delà de l'exotique et du spectaculaire. Nos choix éditoriaux, la présence d'envoyés spéciaux ou permanents sur le terrain, nous permettent espérons-nous de rendre compte des réalités de votre continent de manière objective. Nous sommes conscients du rôle que nous avons dans les relations entre nos deux cultures. La presse écrite en particulier a le pouvoir de donner du sens en proposant un décryptage approfondi de la réalité, et en ouvrant le champ aux

témoignages et au débats reflétant différents points de vue sur cette réalité. Ce rôle est un complément indispensable à celui des autres médias.

Intervention de Jaime Mantilla, Directeur du Diario El Hoy (Equateur).

Les médias ne peuvent pas exister sans démocratie sûre : le manque d'équité en Amérique latine met en danger le rôle des médias. La fracture sociale nous incite à nous poser la question : comment raconter un même événement à des populations aussi différentes ? La télévision a provoqué une perte d'identité : un Andin qui regarde la télé reçoit des informations essentiellement urbaines, qui ne correspondent pas à son expérience de la réalité. De la même manière, quelle est l'identité d'un migrant ? Il a choisi de perdre une identité dans l'espoir d'en trouver une autre. Les médias ont la responsabilité de refléter la diversité de ces identités pour assurer la continuité d'une mémoire collective. Internet est un outil contradictoire, à la fois solitaire et fédérateur. La presse écrite est la seule à pouvoir contextualiser les faits, mais elle doit veiller à son indépendance économique et politique.

Intervention de Plonio Apuleyo Mendoza, Intellectuel, Ecrivain, Ambassadeur de Colombie au Portugal (Colombie).

Les médias ont un rôle à jouer dans la reconnaissance et la préservation des identités, dans un monde occidental aujourd'hui caractérisé par le métissage culturel. Pour cela, il faut se méfier de l'idéologie, qui est une construction de la réalité *a priori*, pour s'intéresser aux faits dans leur complexité. L'Amérique latine doit regarder sa réalité en face pour affronter les défis de la mondialisation en connaissance de cause. Quant à l'Europe, elle doit oublier les mythes du bon sauvage et du bon révolutionnaire qui ont nourri sa vision de l'Amérique latine pour mieux nous connaître.

Intervention de José Félix Azurmendi, Directeur de Canal Internacional EITB, Radio TV Vasca (Pays Basque).

Nous avons créé ce média en 1982 pour soutenir une langue et une identité. Aujourd'hui, nous diffusons une programmation 24 heures sur 24, sur des radios, des télévisions satellitaires et Internet, dont la moitié est en langue basque. C'est bien la preuve que les médias peuvent soutenir l'émergence des identités, tout en intégrant la diversité culturelle. Nos programmes sont diffusés en Amérique latine, où ils dépassent l'intérêt de la seule communauté basque. Ils permettent à des latino-américains d'ascendance basque de renouer avec leur identité. Ils permettent également de tisser de nouveaux liens entre la population basque d'Amérique latine et d'autres personnes, avec leur identité propre.

Alejandro Pizarroso, vice-président de la Faculté des sciences de l'information (Espagne).

Toute identité, qu'elle soit ethnique, religieuse ou linguistique, est excluante. La démocratie ne peut être basée sur l'identité. Elle doit reposer sur l'affirmation d'une communauté d'individus, citoyens libres et égaux. L'exercice de la violence et la persuasion organisée sont des constantes de l'humanité. Les médias croient qu'ils informent mais dès qu'il y a des humains, ça devient de la persuasion. Il fait aimer la presse bien sûr, mais sans perdre de vue qu'elle n'est pas objective. Les médias sont une arme : il faut en avoir conscience et les utiliser à bon escient.

Intervention de Roberto Pombo, Rédacteur en chef d'El Tiempo (Colombie).

La prise en compte des identités par les médias ne peut se contenter d'un traitement superficiel. Nous avons mené une enquête sur le traitement du thème de la pauvreté dans notre journal : nous nous sommes rendus compte que nous n'abordions le sujet que sous l'angle des statistiques. Nous n'avions pas rempli notre mission essentielle, qui est d'apporter un regard qualitatif sur la réalité. Notre rôle est de faire le portrait de notre époque et des différentes identités qui la composent. Le danger est peut-être davantage la simplification des faits, dont les journalistes eux-mêmes ne se rendent pas toujours compte, que la manipulation politique, qui est plus visible. Il faut aller plus loin que le simple compte-rendu des faits. Par exemple, quand des migrants s'échouent sur les côtes espagnoles, qui pensent à réaliser des portraits spécifiques de ces hommes et de ces femmes ?

Intervention de François Hauter, Rédacteur en chef du service international au Figaro (France).

Nous avons la volonté d'amener nos concitoyens à partager l'appartenance à l'Europe. Mais ce n'est pas chose facile de faire comprendre à nos lecteurs ce qu'est l'identité d'un Hollandais. Le problème des médias est le même un peu partout. On a tous des difficultés à affirmer notre identité face à la machine américaine de divertissement. Faire comprendre à nos lecteurs, qui vivent dans un pays en paix depuis 55 ans, la vie quotidienne d'un Colombien n'est pas évident. De leur côté, les citoyens colombiens auront du mal à comprendre pourquoi les médias français se focalisent sur le sort d'un otage alors qu'il y en a plus de 3500... Les choses sont complexes. On doit en tenir compte et tenter de refléter cette diversité.

En bref

Les médias ont un rôle à jouer dans la reconnaissance des identités. Néanmoins, leur pouvoir est à double tranchant : ils ont la capacité de rendre compte de la diversité sociale, mais tombent souvent dans le travers de la superficialité et de la simplification. Par ailleurs, la permanence et l'immédiateté des médias globalisés occultent les réalités particulières vécues par les citoyens. La multiplication des identités rend la tâche journalistique périlleuse : comment raconter au mieux un même évènement à des populations différentes ? Pour la plupart des intervenants, le bon usage des médias repose sur la responsabilité du journaliste, qui doit privilégier les faits sur l'opinion et se mettre à l'écoute des minorités. La presse écrite a une longueur d'avance en termes d'analyse, mais il ne faut pas négliger la capacité d'Internet à ouvrir l'accès à l'information. L'objectivité journalistique est un mythe : les médias sont une arme qu'il faut savoir utiliser à bon escient. Enfin, les médias français doivent abandonner les clichés exotiques au profit d'une vision plus réaliste de l'Amérique latine.

VI. Cinquième session plénière : « Industries et politiques culturelles ».

Intervention de Luis Alberto Lacalle, ancien Président (Uruguay).

Du Brésil aux Caraïbes, l'Amérique latine est composée de différents univers historiques et culturels. Notre industrie culturelle est donc basée sur une grande diversité. Malgré cela, nous produisons des films et des séries télévisées diffusées dans le monde entier et nous rencontrons des problèmes communs, notamment l'accès des jeunes à la lecture, qui est loin d'être un automatisme. L'Uruguay a fait du respect des droits d'auteur une valeur fondamentale. Derrière chaque œuvre, il y a un créateur qui mérite salaire. Par exemple, les peintres touchent systématiquement 3% du prix de vente de leurs tableaux. Nous tenons à maintenir ce principe coûte que coûte.

Intervention de Enrique Garcia, Président exécutif de la Corporación Andina de Fomento (CAF).

La CAF s'est faite le défenseur des différentes formes d'expressions culturelles et artistiques. Nous sommes entrés dans une phase nouvelle. Aujourd'hui, la culture est un outil important de construction de l'identité latino-américaine et d'intégration régionale. Cela prend par exemple la forme d'orchestres symphoniques réunissant une sélection de talents de plusieurs pays latino-américains, se produisant partout dans le monde. Certains musiciens sont issus de régions ou de quartiers difficiles, ce qui donne encore plus de force au projet. L'intégration par la culture est aussi économique et sociale. Elle permet de construire un capital social qui génère de la fierté et de la reconnaissance.

Par ailleurs, la culture tient une place importante dans l'économie des pays en voie de développement. Nous devons nous demander dans quelle mesure les biens culturels constituent des produits spécifiques : doivent-ils avoir un statut particulier comme en Europe ? Pour mettre en place une politique publique homogène et adaptée, il faut :

- déterminer la valeur économique exacte de ce secteur,
- déterminer son statut commercial à travers un large débat,
- stimuler et encourager ce secteur d'activité dans chaque pays.

Intervention de Carlos Alberdi Alonso, Directeur Général de la coopération et de la communication culturelle au Ministère de la culture (Espagne).

L'industrie culturelle américaine tend à homogénéiser la culture au détriment de la diversité. La convention pour la protection de la diversité des identités culturelles de l'UNESCO (signée par 178 pays, excluant les Etats-Unis et Israël) va dans le sens de la défense de cette diversité.

La coopération ibéroaméricaine est un autre exemple d'action conjuguée pour le maintien de la pluralité des expressions culturelles, avec des programmes comme Ibermedia (pour l'aide mutuelle aux industries cinématographiques) ou le réseau de défense des archives historiques. Il faut multiplier ce genre d'initiatives.

Intervention de Cecilia Bákula, Directrice de l'Institut National de la Culture (Pérou).

Le Pérou est riche en expressions culturelles. La situation est rendue complexe par la géographie du pays, qui dessine trois régions (côte, Andes et Amazone) correspondant à trois réalités différentes. L'enjeu est de mettre au point des actions adaptées pour permettre

l'accès à la culture dans ces trois régions. Internet est un des outils les plus efficaces pour favoriser cet accès à la connaissance et au monde. Il faut également prendre en compte le problème de la pauvreté : un CD coûte plus de 25 \$, soit 20% du salaire d'un instituteur. Résultat : la piraterie se généralise. La dimension culturelle est intimement liée à des enjeux économiques et sociaux. Un autre objectif est de faire en sorte que ceux qui émigrent puissent garder contact avec leur culture d'origine. Il s'agit à la fois de préserver la culture traditionnelle du pays et de promouvoir de nouvelles expressions artistiques. C'est une tâche énorme et nos moyens sont réduits. Pour nous, l'Europe et sa culture sont une référence, on en parle tout le temps. Je ne suis pas sûre que l'inverse soit vrai.

Intervention de Eduardo Bautista, Président du Conseil de Direction de la SAGEN, société d'auteurs (Espagne).

L'intégration passera par la culture ou ne sera pas. La question des droits d'auteurs est au centre du débat car c'est un élément nucléaire de la démocratie culturelle. Tous les artistes latino-américains vivent à Miami parce que le gouvernement américain est capable de stopper la piraterie. Les gouvernements doivent se donner les outils nécessaires pour prendre ce problème en main. L'enjeu majeur n'est pas tant d'affirmer notre identité face à la mondialisation que de constituer une industrie culturelle forte et sécurisée, fondée sur le respect des créateurs et le statut d'exception des biens culturels.

Intervention de Tulio Hernández, Universitaire et chercheur (Venezuela).

L'intégration de la politique culturelle aux politiques publiques est une question éthique. L'affirmation du concept d'industrie culturelle permet d'envisager la culture de manière globale, sans catégorisation subjective entre bonne et mauvaise culture. A toutes les époques, la culture sous toutes ses formes a agi comme un puissant facteur d'identification et d'intégration sociale, des films populaires des années 30 au telenovelas, en passant par la musique salsa. Dans un premier temps, les politiques culturelles ont cherché à préserver la mémoire collective. Aujourd'hui, il faut qu'elles s'attaquent à la promotion de la diversité et des nouvelles identités. Il existe une différence fondamentale entre les produits culturels et les autres types de marchandises : un supplément symbolique vient s'ajouter à la valeur d'échange. C'est l'âme des pays, des villes et des peuples qui est transmise à travers les biens culturels. Nous devons remédier ensemble à une situation dans laquelle nos films doivent passer par une production américaine avant d'être diffusés chez nous et notre musique est étiquetée Sony.

Intervention de Pablo Michelsen, Recteur de la Universidad Politécnico Grancolombiano (Colombie).

L'industrie culturelle produit des biens et des services et génère du droit d'auteur. Au-delà de l'art, elle doit prendre en compte tout ce qui contribue à une meilleure qualité de vie : fêtes populaires, artisanat, danse et chant... L'accès à la culture reflète les inégalités sociales. La population latino-américaine souffre d'un niveau d'éducation peu élevé et seuls 30% de la population ont réellement accès à la culture. Les exportations culturelles latino-américaines sont faibles relativement à celles de l'Europe et des Etats-Unis. Il faut à la fois lutter pour améliorer la qualité technique de nos productions et garantir une plus grande proximité culturelle pour nos habitants. Les industries culturelles sont très concentrées, ce qui ne favorise pas l'expression de la diversité des cultures autochtones. La production et la distribution du cinéma latino-américain sont concentrées au sein de trois multinationales américaines et la télévision et l'édition sont oligopolistiques. En musique, la concentration est moins importante, avec une plus grande capacité à intégrer les productions nationales et la

diversité des goûts populaires. Les petites industries qui tentent de vivre en marge des grands groupes naissent et meurent tout aussi rapidement, souvent victimes des effets de la piraterie. Il est nécessaire d'investir davantage dans l'industrie culturelle de manière à donner aux productions locales la possibilité d'exister.

Intervention de Bernard Miyet, Président de la Société des Auteurs et Editeurs de Musique (SACEM).

Sans industrie culturelle la promotion de la diversité est impossible. La concentration de plus en plus importante et l'hégémonie économique et commerciale nord-américaine entraînent une homogénéisation des biens culturels. Si vous voulez avoir la capacité de produire, vous devez aménager un espace de diffusion et mobiliser des capacités d'investissement. Cela peut passer par l'établissement de quotas de productions nationales. De ce point de vue-là, la France est très régulée, avec des quotas de diffusion, des obligations d'investissement et un soutien public réservé aux créateurs nationaux. L'établissement de quotas radio a permis de faire passer à 60% la diffusion de musique francophone, ce qui est largement supérieur au quota légal. Les sociétés de gestion collective des droits d'auteur garantissent la solidarité et l'équité entre tous les créateurs, sur le marché national comme sur les marchés étrangers. En défendant les droits d'auteur chez vous, vous les défendez chez nous.

Intervention de Antonio Navalón, Editorialiste pour l'Amérique latine, groupe Prisa Santillana (Espagne).

L'industrie culturelle joue un rôle important dans l'économie. Elle représente 7% du PIB de Buenos Aires. En Colombie, elle est supérieure à la production de café et au Mexique, elle dépasse le montant des ventes automobiles. Au 21^e siècle, l'industrie culturelle est le champ de bataille des identités. Pour résister à la colonisation culturelle nord-américaine, la culture nationale doit être capable de synthétiser les identités propres à chaque pays. La question des droits d'auteur est à ce titre essentielle, en ce qu'elle permet d'assurer la reconnaissance des créateurs dans leurs singularités. Ce combat passe aussi par la défense de la langue et des minorités. Il faut créer les infrastructures adéquates pour produire et commercialiser ce que nous avons, dans une coopération entre les fonds publics et privés. Une politique de quotas et d'inscription au patrimoine peut également permettre de préserver notre culture. Il ne s'agit pas de faire du protectionnisme, mais de défendre notre identité culturelle.

Intervention de Manuel Salazar Tezahuic, Ministre de la culture (Guatemala).

Le métissage culturel, c'est le dialogue entre des égaux. Pour cela, il faut soutenir l'expression culturelle à l'intérieur du pays, mais aussi favoriser les échanges avec d'autres communautés culturelles. La culture est un vecteur essentiel de reconnaissance des peuples indigènes. Mais les facteurs d'uniformisation sont si puissants que des politiques publiques fortes et volontaristes sont nécessaires pour permettre à ces cultures de s'exprimer. Aujourd'hui, un tapis maya a besoin de politiques culturelles pour continuer d'exister. Quatre concepts sont à retenir : l'interrelation, la solidarité, la complémentarité et la réciprocité.

Intervention de Rafael Tovar y Teresa, Ambassadeur du Mexique en Italie, ancien Ministre de la culture (Mexique).

Toute organisation politique fixe des règles quant à l'exploitation des signes relatifs à l'identité de sa communauté. Les politiques culturelles sont donc indissociables de l'industrie

culturelle. On ne peut laisser les lois de l'offre et de la demande gérer seules notre héritage culturel. Cela englobe des domaines comme la protection du patrimoine, l'éducation, le soutien aux créateurs et la défense des droits d'auteur, la protection commerciale des œuvres culturelles... Au Mexique, c'est le Conseil national de la culture et des arts qui met en œuvre cette mission. Le développement du statut d'artisan-artiste protège le créateur. La défense de l'industrie culturelle repose aussi sur la collaboration entre secteurs public et privé. L'investissement public est nécessaire, mais afin d'éviter l'ingérence dans les contenus, il doit être mis en œuvre en collaboration avec le secteur de la production. L'échange avec des partenaires européens est également une piste productive, comme le montrent le programme Ibermedia avec l'Espagne et le Portugal. Il faut continuer à aller dans ce sens dans les années à venir.

En bref

Tous les intervenants s'entendent pour poser la culture, secteur important de l'économie latino-américaine, comme un enjeu proprement politique. Parce qu'elle permet l'expression de l'identité d'un pays et d'un continent, la culture doit faire l'objet de politiques publiques nationales et régionales, avec deux objectifs : stimuler la création par des investissements et le développement d'infrastructures, et défendre les créateurs en affirmant le droit d'auteur et en combattant la piraterie. En posant ces principes, l'Amérique latine se réfère au modèle européen, qui accorde aux biens culturels un statut particulier dans les échanges commerciaux. Il s'agit de préserver sa spécificité culturelle face à la colonisation des produits nord-américains.

VII. Sixième session plénière : « La voix des villes et des régions ».

Intervention de Ernesto Samper, ancien Président, Président de Corporación Escenarios (Colombie).

Nous aborderons trois thèmes :

- la décentralisation : problématiques liées aux différents niveaux géographiques d'exercice du pouvoir ; question fiscale ; décentralisation locale au sein même des communes.
- la mondialisation : comment des réseaux de villes peuvent-ils s'organiser pour adresser conjointement des questions telles que la technologie et l'environnement ?
- les identités culturelles : comment les villes peuvent-elles contribuer à la reconnaissance d'une diversité culturelle ?

Intervention de Germán Vargas Lleras, Sénateur (Colombie).

Les relations entre le gouvernement central et les communautés territoriales constituent un thème très actuel en Colombie. Le prochain semestre législatif se concentrera là-dessus. Les entités territoriales demandent un accès plus important au budget national. De son côté, le gouvernement central souffre d'un énorme déficit fiscal. 45% du budget central est englouti par la dette. Depuis quatre ans ont été entreprises des réformes constitutionnelles de manière à calculer le montant des ressources transférées et à déterminer qui doit prendre en charge ce déficit fiscal. Depuis cinq ans, les territorialités ont fait des efforts considérables, mais elles sont à bout de souffle. La nation doit désormais prendre ses responsabilités. La question fiscale sera au cœur du débat des prochaines élections municipales, de même que le partage des compétences entre Etat et collectivités, notamment en matière de santé et d'éducation.

Intervention de Karmelo Sainz de la Maza, Président de l'Association des Villes Basques (EUDL) (Pays Basque).

Ici, nous avons assisté à une croissance très importante du pouvoir local. Parallèlement au renforcement des structures supra-étatiques dans le cadre de la mondialisation, les instances infra-étatiques se sont également développées. L'affirmation du pouvoir territorial est allé de pair avec l'essor de l'économie locale, rendant possible la mise en œuvre concrète des projets. Dans un contexte de mondialisation, il est impératif de passer de la théorie de la démocratie représentative à la pratique de la démocratie participative : l'échelle locale est idéale pour mettre en œuvre cette évolution et initier de nouvelles formes de participation. Il n'y a pas de démocratie sans démocratie locale. Les collectivités territoriales doivent avoir plus de ressources et plus de poids politique. Quant à la collaboration horizontale entre des communes à l'échelle internationale, elle peut ouvrir la porte à des projets passionnants. Un village du Pays basque a établi une coopération avec une commune de République dominicaine. Deux initiatives ont vu le jour : un projet éducatif auprès des enfants et un travail sur l'accès à la technologie numérique. Ce type de relations doivent se multiplier à l'avenir.

Intervention de Jean Guérard, vice-président du Conseil Régional d'Aquitaine (France).

La France est par tradition un pays centralisateur. En 1981, le gouvernement de gauche a initié le mouvement de décentralisation, qui depuis a connu certains blocages et ralentissements. La décentralisation est une chance pour la démocratie et pour l'Etat central. Quand les dossiers sont traités au plus près du terrain, ils sont mieux traités. Mais cette idée est encore gênante pour certains. Tant qu'on continuera à parler de l'accès des collectivités locales au budget central, c'est qu'on n'aura pas vraiment avancé : il faut établir la possibilité pour les entités locales de lever l'impôt, afin d'être directement responsables des projets mis en œuvre sur leur territoire. Je travaille aujourd'hui au sein d'un petit groupe préparant la candidature de Ségolène Royal à la prochaine échéance présidentielle, et je peux vous garantir que si elle est en situation de responsabilité, la décentralisation va reprendre sa route. En France, les fonds européens sont accaparés par l'Etat qui fait croire que ce sont les siens : plus on comprend la nécessité de rapprocher les citoyens des responsables élus, plus le pouvoir central se crispe sur ses acquis. Mais on peut très bien imaginer que sur certains dossiers, la Région ait une responsabilité totale. Cela éviterait les blocages dus aux financements croisés, la mauvaise volonté d'un des signataires finissant toujours par mettre le dossier en panne. Il faudrait que le pouvoir de proposition et le pouvoir d'exécution soient détenus par une même entité.

Intervention de Alejandro Rojas Diaz, représentant du chef du gouvernement élu du district fédéral Marcelo Ebrard (Mexique).

Mexico est une des plus grandes villes du monde, et les problèmes sont en proportion. Mexico concentre plus de 50% de l'activité économique du pays et 80% des investissements étrangers directs. Nous fonctionnons selon un modèle fédéral, avec des droits politiques différents des autres régions du pays. Nous travaillons à l'établissement d'un statut constitutionnel d'autonomie, qui permettra d'instaurer une plus grande égalité entre Mexico et le reste du pays. Renforcer le pouvoir local, c'est permettre aux citoyens d'être plus actifs et plus responsables.

Intervention de Anibal Gaviria Correa, Gouverneur d'Antioquia (Colombie).

L'inégalité sociale est une constante en Amérique latine, et on n'utilise pas la stabilité économique nouvelle pour faire changer les choses. Les relations avec l'Europe peuvent contribuer à réduire ces inégalités de deux manières : l'accroissement des investissements et la coopération sur les questions de décentralisation, qui est un outil primordial dans la réduction des inégalités à l'échelle locale. Pour que cet échange soit productif, il faut que les Européens ajustent leur vision de l'Amérique latine. Par exemple, qu'ils cessent de se concentrer exclusivement sur la libération d'Ingrid Betancourt, alors que des milliers de personnes sont concernées par les enlèvements en Colombie.

Intervention de Juan Carlos Romero, Gouverneur de la province de Salta (Argentine).

La décentralisation est un débat sans fin en Argentine. Nous attendons toujours qu'une plus grande responsabilité soit attribuée aux responsables locaux dans la gestion des fonds. Sans moyens, nous ne pouvons rien faire. Pourtant, la décentralisation est un gage de résolution plus rapide et plus efficace des problèmes. Mais l'Etat central concentre les moyens au détriment des provinces. Nous avons besoin de garanties d'investissement à long terme.

Intervention de Samuel Moreno, Président du Pôle démocratique, pré-candidat à la mairie de Bogota (Colombie).

Les candidats à la présidentielle ont toujours un discours très décentralisateur, mais quand ils sont au pouvoir ils font le contraire. De la même manière, les maires et les gouverneurs ont toujours un discours favorable à l'autonomie et à la liberté fiscale, mais au final ils prennent le même chemin que les chefs d'Etat. En 15 ans, en Colombie, nous avons connu 14 réformes fiscales, sans égard pour la stabilité du système. Le pouvoir présidentiel exerce un chantage sur l'allocation des ressources et n'hésite pas à pratiquer le favoritisme en fonction des appartenances politiques des dirigeants locaux. Les maires et gouverneurs appartenant à la coalition gouvernementale ont plus facilement accès aux ressources, tout comme les élus de la région d'origine du président. Ce dernier pratique la politique de la carotte et du bâton en demandant aux élus de le soutenir au congrès sur une question nationale, en échange d'investissements plus importants dans leur collectivité. Une des conséquences, c'est que les régions les plus pauvres, où les ressources nationales n'arrivent pas, témoignent des taux d'abstention électoral les plus forts du pays.

Intervention de Helena Gasparían, Secrétaire des relations internationales, mairie de São Paulo (Brésil).

São Paulo est née ville globale : c'est la plus grande ville libanaise du monde en nombre d'habitants, la plus grande ville japonaise du monde hors Japon, la plus grande ville italienne du monde hors Italie. Les gens sont arrivés d'Europe et se sont mélangés aux populations locales pour créer cette ville unique dans sa diversité. La ville a fait une preuve d'une capacité d'intégration hors du commun, qui fait que les pauvres d'hier sont les gouverneurs d'aujourd'hui. São Paulo compte 11 millions d'habitants, dont 1,2% dans des favelas. 19% de la population vit dans la misère, ce qui est moins important que dans le reste du Brésil. Les gens viennent à São Paulo pour fuir la misère absolue. Si la mère de Lula n'était pas arrivée à São Paulo quand Lula avait cinq ans, il n'aurait sûrement jamais été élu à la tête de l'Etat. Cette ville est un énorme moteur d'inclusion sociale. C'est également la seule ville au monde dont l'identité n'est pas inscrite dans l'histoire de groupes spécifiques : tous les groupes se sont construits conjointement. Il n'y a qu'à São Paulo qu'on trouve un Musulman marié à une Japonaise, un champion de karaoké chantant dans sa langue maternelle qui est le japonais alors qu'il est noir, ou encore un des représentants les plus élevés de la Santeria d'origine japonaise !

Intervention de Mario Cossio, Gouverneur de Tarija (Bolivie).

Le modèle centraliste est un échec. L'Etat s'est déconnecté des gens. La décentralisation joue un rôle d'articulation des identités. Elle permet de renouer la confiance perdue avec les citoyens et de définir de nouvelles relations vers l'extérieur, à l'échelle nationale et internationale. C'est dans l'espace régional que le changement peut être concrétisé. C'est également une échelle efficace pour lutter contre la pauvreté, avec la capacité de générer l'emploi et de nouvelles sources de revenus. A Tarija, nous n'attendons plus que l'Etat résolve les problèmes : nous travaillons directement à rétablir le dialogue avec les citoyens sur les questions quotidiennes qui les intéressent.

Intervention Philippe Blondelet, adjoint au maire de Nancy, vice-président de la Communauté d'agglomération du Grand Nancy (France).

En 30 ans, Nancy a connu la désaffection industrielle au profit des entreprises multinationales et la disparition de l'artisanat au profit des services. Les identités ont évolué.

La décentralisation permet aux élus locaux d'établir un lien direct avec une population désemparée et de réfléchir à un nouveau mode de gouvernance. En Lorraine, 80% de la population est d'origine étrangère. La ville, encore plus au sein d'une communauté d'agglomération, garantit la diversité de nos identités. Il est important également d'établir des communautés de villes croisant leurs problématiques économiques et culturelles. Nous avons besoin de nos voisins.

Intervention de Mario Conejo, Maire d'Otavallo (Equateur).

La population d'Otavallo est composée à 50% d'indigènes et à 50% de blancs métis. Les relations se caractérisent par des tensions et des préjugés. Les indigènes se sont appropriés les industries traditionnelles de la région (industrie textile, artisanat, musique), ce qui a bouleversé les rapports entre les deux populations. L'administration locale travaille à une formule permettant d'impliquer la population et de renforcer les identités respectives des deux populations. Nous voulons établir la communication mutuelle, le respect et l'unité en définissant des objectifs communs. Les choses évoluent peu à peu. Il faut maintenant renforcer au niveau des institutions ce qui est en train de se résoudre dans la rue.

Intervention de Luís Bank Serrato, Représentant de la Mairie de Puebla (Mexique).

L'identité peut être un obstacle ou un atout de l'intégration. Si elle est fondée sur des revendications excluantes, elle est génératrice de conflits. Nous cherchons à promouvoir un autre genre d'identité, qui rassemble au lieu de diviser. Une identité fondée sur la reconnaissance de l'Autre comme un individu qui mérite de vivre sans nier ses origines et sa langue propre. Nous voulons regrouper les différentes communautés autour de combats communs : le chômage, la drogue, l'échec scolaire, la défense de l'environnement... C'est la base de notre identité globale.

Intervention d'Abel Rodriguez, Chef du service éducation de la mairie de Bogota (Colombie).

Bogota est une porte ouverte à un grand nombre de populations et d'identités différentes. Il existe un déséquilibre économique, social et culturel entre Bogota et le département voisin. Nous tentons d'intégrer la population pour résoudre ce déséquilibre. La décentralisation aide à renforcer la démocratie participative. Elle permet d'écouter et de répondre à la diversité culturelle et sociale.

Intervention de Andrés Vallejo, vice-Maire de Quito (Equateur).

En Equateur, 25% des revenus fiscaux sont attribués aux programmes environnementaux municipaux. A Quito, nous avons utilisé cet argent pour assainir les rivières et créer des réservoirs de séparation des eaux. La municipalité a également acquis un parc de 300 hectares pour construire des logements permettant l'accès à la propriété. Enfin, nous prévoyons l'aménagement d'un parc urbain de 660 hectares, qui sera un des plus grands d'Amérique latine. Il comprendra une route pour décongestionner le centre-ville et un canal permettant le traitement des eaux. La seule inquiétude repose sur l'établissement précis des charges respectives de la municipalité et du gouvernement.

Intervention de Jaime Castro, ancien Maire de Bogota (Colombie).

Il est clair que nous partageons les valeurs et les principes de la décentralisation. Mais il n'y a pas de coïncidence entre les discours et la mise en pratique. La décentralisation apparaît comme un fromage que les différents acteurs se partagent grossièrement. La décentralisation est un processus à long terme, qui doit s'inscrire dans la continuité. Il faut en clarifier les règles.

En bref

L'Europe et l'Amérique latine partagent une même problématique : la difficulté à obtenir des dirigeants nationaux les moyens suffisants pour mettre en œuvre une décentralisation efficace. Les intervenants s'accordent pourtant à penser que, dans un contexte mondialisé, le gouvernement local est la meilleure échelle pour promouvoir la démocratie participative, rétablir le lien de confiance avec les citoyens, résoudre les problèmes de manière pragmatique, reconnaître les identités et réduire les inégalités. Au cœur du problème se trouve la question du déficit de l'Etat, qui pèse sur les collectivités, et de l'incapacité des élus locaux à lever l'impôt, de manière à endosser la responsabilité directe de projets propres à leur territoire.

VIII. Cérémonie de clôture.

Intervention de Juan Carvajal, Secrétaire de communication du gouvernement chilien, représentant de la présidente Michelle Bachelet.

Nous voulons vous ouvrir la porte du Chili. Les rapports entre l'Europe et l'Amérique latine ont une importance vitale à tous les niveaux : médias, politique, universités... Nous voulons marcher côte à côte. Grâce à des accords d'association, nos liens seront de plus en plus forts. Après 19 ans de continuité démocratique, le Chili est un pays stable. Nous créerons les conditions pour que le prochain FORO soit une réussite. Nous voulons apprendre de vous, pour relever le défi de la pauvreté et de la cohésion sociale. Nous avons besoin de votre humanisme. Notre pays est un pays de rencontres, un espace ouvert au dialogue. Venez !

Intervention de Jean-Marie Bockel, Maire de Mulhouse et Président de l'Association des Maires des Grandes Villes de France, Sénateur et ancien Ministre (France).

Il existe des associations entre villes françaises et villes latino-américaines, mais pas tant que ça. Les coopérations se sont multipliées dans des domaines variés : eau, assainissement, éducation, culture... Mais ce n'est pas suffisant. La coopération décentralisée est essentielle pour réaliser l'objectif du millénaire pour le développement défini par l'ONU. Notre Ministère des affaires étrangères a pris une bonne initiative en organisant un partenariat des cités unies au Forum Europe-Amérique latine-Caraïbes en février prochain. Nous ne parlons plus de jumelage, mais de véritable coopération, parfois même entre plusieurs villes, afin de créer des effets de réseaux. L'échange marche dans les deux sens : les autorités locales latino-américaines ont beaucoup à nous apprendre, notamment sur la gestion des différences ethniques et culturelles. Chez nous, la question est très sensible. Vous savez faire cohabiter harmonieusement des gens d'origine très différentes. En Amérique latine, la politique est toujours considérée comme un espoir pour améliorer la vie des gens. Le poids des villes est de plus en plus important et leur parole de plus en plus écoutée. Nous avons ensemble une voix à faire entendre.

Intervention de François Fillon, Sénateur et ancien Ministre, Conseiller du Président de l'UMP (France).

Nous sommes tiraillés entre deux pôles : d'un côté une nouvelle donne mondiale, qui exige des adaptations parfois douloureuses ; de l'autre des sociétés civiles qui vivent dans une crainte et un repli parfois légitimes. Plus la mondialisation se développe, plus le besoin d'enracinement est important. Comment accorder la mondialisation et le respect des identités ? Comment associer un projet collectif et des particularismes ? C'est par la politique que des compromis peuvent être élaborés. Chaque Etat a des spécificités, mais il y a aussi des similitudes entre l'Europe et l'Amérique latine, à commencer par un regard sceptique sur la globalisation. Nous percevons la mondialisation comme un affaiblissement de notre capacité à maîtriser notre destin. Ce sentiment de dépossession augmente notre difficulté à penser le monde de manière équitable. Les peuples sont dans le désarroi ; ils se crispent sur des revendications sociales et communautaires.

La synthèse entre le mondial et le local est dure à réaliser. Elle doit reposer sur un pacte fort et clair. Le préalable incontournable, c'est que la politique ait encore du sens. L'Europe et l'Amérique latine souffrent toutes deux du désenchantement citoyen. A peine 43% des latino-américains soutiennent pleinement la démocratie. Avec les mutations politiques en cours depuis 2005 en Amérique latine, la gauche va faire l'épreuve des réalités gouvernementales.

C'est un moment de vérité. Le responsable politique du 21^e siècle sera celui qui cherchera l'unité tout en intégrant la pluralité. Il faudra renforcer le multilatéralisme en réservant à l'Amérique latine une place au conseil de sécurité de l'ONU.

Pour l'instant, le dialogue Europe/Amérique latine nous laisse sur notre faim. Nous avons pourtant beaucoup à apprendre de vous. La société latino-américaine est emblématique de stratégies de développement fondées sur les acteurs de terrain. En France, le pouvoir vient du haut. Nous souffrons de divers blocages. La question syndicale est problématique. Il faut évoluer de la culture de la contestation vers la culture de la négociation, en repensant les rôles respectifs. Le débat politique français est marqué par la superficialité des idées, le poids des tabous et le flou des programmes. L'absence de continuité politique (avec 26 gouvernements depuis 1989 !) rend difficile la mise en œuvre des projets. Le respect des différences et des identités est un tremplin pour établir l'unité. Il faut associer des mécanismes de discrimination positive, capables de faire de l'égalité des chances une réalité, à un idéal national fort, un patriotisme ouvert et éclairé.

Nous partageons avec vous une relation passionnée à la politique. C'est une base féconde pour construire le 21^e siècle.

Intervention de Josefina Vázquez Mota, Représentante du Président élu Felipe Calderón (Mexique).

C'est le temps de la politique et des citoyens. Il faut construire des ponts et pas des murs. L'Amérique latine fait face à l'un des plus grands enjeux de son histoire : rejoindre la croissance des pays développés. L'Union européenne est un modèle, avec sa capacité à construire ensemble, à gagner en niveau de vie et en espaces de dignité. Lors de sa tournée en Amérique latine, Felipe Calderón s'apprête à exprimer sa volonté d'une meilleure intégration régionale et d'un agenda politique et culturel partagé. Il se déplacera ensuite en Europe. Nous voulons en effet donner une nouvelle vigueur à la politique extérieure. Le Mexique vient de connaître le processus électoral le plus complexe de son histoire. 42 millions de Mexicains sont allés aux urnes. Nous avons misé sur la vie institutionnelle. Les gens ont voté pour un agenda de certitudes en matière d'économie, de sécurité, de justice, d'équité et de lutte contre la pauvreté. Notre programme fait la promotion de la pluralité et de l'inclusion. Les trois priorités du président Calderón sont : la réduction des inégalités, la stabilisation de l'économie et la création d'emplois, la sécurité. Nous allons ouvrir cinq grands chantiers :

- L'exercice de la loi, l'Etat de droit et la sécurité publique,
- La compétitivité économique (la collaboration avec l'Union européenne est ici fondamentale),
- La lutte contre la pauvreté (avec couverture maladie universelle),
- Le développement durable,
- La démocratie participative, avec plus de transparence et plus de citoyenneté.

En matière de politique extérieure, Calderón veut renforcer le multilatéralisme, la coopération et les relations bilatérales. En Europe, on connaît l'histoire du mur et ses conséquences. Nous lançons un appel énergique à l'Union européenne pour nous aider à privilégier le dialogue. Lorsque le président Calderón prendra ses fonctions le 1^{er} décembre, il représentera la voix de ceux qui ont voté pour lui, mais également de ceux qui n'ont pas voté pour lui.

Intervention de Patricio Alwyn, ancien Président (Chili).

C'est un honneur de clore ce 7^e Foro de Biarritz. Merci au sénateur-maire Borotra pour son excellente organisation et au président Samper pour sa collaboration efficace. Nous avons découvert de multiples approches. Nous devons continuer de réfléchir à ces questions. Nous serons honorés de recevoir le prochain FORO au Chili, fin septembre/début octobre 2007.

Nos sociétés doivent veiller à maintenir la liberté et la démocratie, mais aussi à assurer l'intégration sociale. La solidarité est indispensable pour promouvoir un gouvernement à échelle humaine associant travailleurs, élus, citoyens, chefs d'entreprise et nouvelles générations autour d'objectifs communs. Je crois à l'Amérique latine, pas seulement comme héritière de l'Europe mais comme expérience singulière de la diversité. L'Europe ne peut pas négliger sa coopération avec l'Amérique latine.